

Congrès National de l'U.F.S.F.

n° 1261
30/04/1938

Paris 28 — 29 mai 1938

RAPPORT MORAL

Le congrès qui se tiendra à la fin de mai aura cette année une signification toute particulière. Le monde est agité en ce moment par de telles convulsions que les questions d'intérêt féministe peuvent difficilement se séparer des grands problèmes d'intérêt national ou international. L'heure est grave et, plus que jamais, nos droits et nos devoirs se trouvent confondus.

En vérité, c'est presque faire acte méritoire que de s'abstraire un moment des préoccupations de l'heure pour tenter de nous rappeler notre activité de l'année. Il reste tant à faire qu'il apparaît quelque peu puéril d'énumérer les résultats acquis.

Et, pourtant, en faisant le point, nous éprouvons quelque satisfaction devant ces résultats.

Si sur le plan gouvernemental, les anciennes Sous-Secrétaires d'Etat n'ont pas été remplacées, leur activité ne s'est pas trouvée arrêtée, et pour utiliser leurs compétences et développer le mouvement social qu'elles avaient suscité, elles ont gardé une activité dans les deux Ministères où elles avaient collaboré : Education nationale et Santé publique. Elles peuvent donc aujourd'hui encore servir avec plus d'autorité qu'autrefois la cause féminine et féministe.

Sur le plan du Statut Civil de la Femme, nous avons indiqué qu'un premier succès a été obtenu : il s'agit de l'élargir dans l'intérêt de la femme et de la famille. Même succès si nous examinons l'accession des femmes aux fonctions publiques; alors que dans certains pays le chômage des hom-

mes éloigne les femmes des postes de commande, en France, nous avons, au contraire, l'impression qu'il y a progrès et que l'opinion se rend de mieux en mieux compte de la valeur du travail des femmes, des services qu'elles peuvent rendre. Nous considérons comme un exemple typique et comme un grand succès l'accession des femmes aux fonctions d'Inspectrices de l'Assistance Publique, poste qui met tout un personnel administratif sous la direction d'une femme. Succès aussi la nomination, dès la première année, de dix femmes conseillers du commerce extérieur.

En fait, aucune personne de bonne foi ne discute plus des capacités de l'un ou l'autre sexe et le suffrage féminin lui-même n'est entravé que par le barrage du Luxembourg. Pour vaincre ce barrage il nous faudrait évidemment recommencer une action intensive; reprendre meetings et démarches. Mais pouvons-nous les faire en ce moment où le pays est préoccupé par de sérieuses difficultés intérieures et extérieures? Nous ne le croyons pas, et nous avons même l'impression que le public gagné à notre cause n'approuverait pas des manifestations combattives dans un moment où le Pays éprouve avant tout un immense désir de calme et de paix.

Nous croyons donc que notre devoir actuel nous commande d'agir avec tact et réserve. Avant tout, nous avons crû devoir nous grouper avec toutes les femmes désireuses de servir le pays et d'être des éléments de progrès et de paix sociale.

(Voir la suite, page 4.)

RAPPORT MORAL

— F I N —

En démontrant notre compréhension des difficultés actuelles, notre ardent désir de nous rendre utiles, en cas de calamité, nous répondons à nos propres aspirations et nous faisons plus de bien au féminisme qu'en organisant des manifestations de combat. Mais, si notre préoccupation essentielle est de ne pas séparer notre cause de la cause du pays, devons-nous renoncer à poursuivre en profondeur notre travail pour un plus juste statut de la femme? Certainement non, et c'est pourquoi, avec vigilance et fermeté, nous suivons tout ce qui peut concerner la femme sur le plan national ou international.

Le Statut de la femme, discuté à Genève, nous permet d'ailleurs d'indiquer en France, comment nous concevons en toute objectivité ce statut, quelles sont les réformes que nous devons réclamer pour l'obtenir. De ce point de vue également, nous pouvons faire connaître nos préoccupations sur le plan moral et social, et montrer comment les droits que nous réclamons peuvent nous donner plus de facilité pour remplir dignement nos devoirs civiques.

C'est dans ce but que cette année, pour la première fois, sera organisée, au même moment dans le monde entier, une semaine internationale des femmes; et c'est pourquoi nous demandons nous-mêmes à nos groupes de nous rapporter au Congrès National des 28 et 29 mai ce qu'elles auront pu faire à ce sujet entre le 14 et le 21 mai. L'action organisée cette même semaine, nous devons d'ailleurs la poursuivre les autres années afin que dans tous les pays, toutes les femmes, toutes les mères, agissant au même moment, sentent qu'une cause profonde les unit: celle du bien-être de leur pays, lié à la fois à la cause de la paix et à la situation que la femme occupe dans la nation: un plus juste statut nous donnant en effet avec plus de dignité, plus de force et de possibilité de rendement.

A tous les groupes de l'U.F.S.F. qui ont senti se ralentir l'ardeur de leurs membres en raison des préoccupations politiques de l'heure, nous conseillons donc de ne pas se décourager et de tenir ferme; à nos présidentes d'envisager assez largement notre cause — et en dehors de toutes questions de partis — pour convaincre

elles-mêmes les masses qui les suivent. De leur enthousiasme, de leur volonté, de leur ténacité dépend la vie de notre mouvement. Et quand nous voyons certains groupes fléchir pendant que d'autres conservent intégralement leurs membres, nous nous rendons mieux compte qu'aujourd'hui, ce sont surtout nos cadres qui doivent être renforcés, ce sont surtout nos chefs qui ont besoin de rester en contact les unes avec les autres pour mieux se sentir encouragées et soutenues. Et c'est pourquoi, nous voudrions que le 28 et 29 mai, toutes les Présidentes soient présentes au Congrès. Nous avons besoin de prendre contact, d'échanger nos idées et de nous préparer en commun aux tâches qui nous attendent. Nous avons le droit et parfois même le devoir d'assumer les unes et les autres de nouvelles activités nationales et sociales, mais nous n'avons pas de ce fait le droit de négliger la cause féminine dont nous avons pris la charge et que nous représentons vis-à-vis de tous.

Voilà ce dont il faudra nous entretenir au Congrès National de Paris, et voilà pourquoi nous demandons à nos amies de répondre nombreuses à notre appel.

Ajoutons pour terminer que la Fédération Parisienne de l'U. F. S. F. étudie la possibilité d'une fusion avec l'Association pour l'amélioration du sort de la femme et la revendication de ses droits, une des plus anciennes associations féministes de notre pays. Mme Yvonne Netter, avocate et femme de lettres réputée, qui en est la présidente et aussi la fondatrice du Foyer-Guide féminin bien connu de nos amies parisiennes. Admirablement située au centre du Paris actif (1) cette organisation, tout en gardant son autonomie, s'associera à cette fusion et deviendra pour nos groupes départementaux un centre d'accueil amical... et pratique. Et déjà pour l'avenir se dessinent des projets de propagande où *La Française* aura sa place.

Il serait prématuré d'en dire davantage. Bornons-nous aujourd'hui à nous féliciter de cette entente qui en élargissant nos possibilités d'action, servira les intérêts de la cause féminine.

C. Brunschvicg

(1) 20 Bd Montmartre, près la rue Drouot.